

Markos réhabilité

Une véritable révolution vient de se produire dans la direction du PC grec. La dernière session de son Comité Central a pris la décision d'exclure du Parti son ancien secrétaire général, N. Zachariadès, et de réhabiliter le prestigieux leader des partisans grecs pendant la seconde guerre civile, de 1947-49, Vafiadès connu sous le nom de Markos (1).

N. Zachariadès fut secrétaire général du PC grec depuis les années 1930, il appartient à la même génération et à la même catégorie des dirigeants typiquement staliniens, les Thorez, Togliatti, etc. Quand Staline décida de liquider la seconde guerre civile grecque, il chargea Zachariadès « d'exécuter » politiquement Markos, chef militaire des partisans en l'éliminant de son commandement, l'accusant de « titisme » et

le faisant disparaître de la Grèce et du parti.

Ce fut le coup de poignard dans le dos des partisans, qui précipita leur défaite. Markos avait acquis une renommée légendaire parmi les ouvriers et paysans grecs en tant que combattant intrépide à la Tchepaiev et autres chefs de partisans. Son prestige est encore énorme.

Le Kremlin, en sacrifiant Zachariadès et en réhabilitant Markos, pense pouvoir ainsi « regonfler » le PC grec qui depuis traversait une crise grave. Zachariadès est accusé « d'erreurs sectaires et ultra-gauchistes », afin de faire oublier aux masses qu'il fut en réalité, sous l'instigation du Kremlin, le liquidateur du mouvement révolutionnaire des masses aussi bien en 1944 qu'en 1949 et le véritable artisan de leur défaite.

Le PC grec qui poursuit actuellement une po-

litique ultra-droitière de « front national » a besoin de défigurer la vérité historique sur les vraies « erreurs » de Zachariadès pour couvrir précisément sa politique actuelle. Mais en même temps, en accusant Zachariadès de bureaucratisme et en réhabilitant Markos, il ne peut que partiellement réussir dans sa manœuvre pour regagner l'oreille des masses. Il reste à voir si Markos, militant courageux mais politiquement faible, voudra jouer le rôle d'un pantin ou d'une sorte de Gomulka grec dans ses journées d'octobre.

De toute manière l'élimination de Zachariadès qui a symbolisé, de longues années durant, le régime stalinien par excellence dans le PC grec, ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de ce parti.

(1) On ne peut qu'admirer la nouvelle performance bureaucratique de « l'Humanité » qui annonça le plus discrètement possible la nouvelle, sans aucune explication sur la « résurrection » vraiment sensationnelle de Markos.

UN TROTSKYSTE EN POLOGNE

(Suite de la page 7)

— économique et politique — de cette question qui met en lumière et remet en question le caractère imparfait de la démocratisation dirigée par Gomulka et pour finir de sa politique.

La lutte pour le pain

Depuis octobre, le nouveau gouvernement a pris une série de décisions qui vont dans le sens d'une élévation du niveau de vie des masses: augmentation de salaire, conversion de locaux administratifs en locaux d'habitation, nouvelle politique agricole, etc. En général tout le monde reconnaît qu'un effort a été fait.

Mais c'est un fait encore moins contestable que les travailleurs et plus particulièrement les ouvriers de l'industrie restent mécontents. Nous avons fait Octobre pour le pain et la liberté, nous avons la liberté — mais pas le pain! C'est à peu près l'idée qui se répand. C'est un fait très sensible également que « le pain » ne recouvre pas seulement une revendication syndicale. Dès que l'on discute de cette question avec un ouvrier, très vite apparaissent les grands problèmes de l'organisation nationale de l'économie, du plan, des investissements, des conseils ouvriers, etc... Etant donné l'importance capitale de cet aspect à la fois humain et économique des questions, j'ai pensé qu'il fallait en retrouver le plus concrètement possible tous les rouages qui aboutissent à la question-clé: *qui détient le pouvoir?*

Il faut revenir « avant » pour bien saisir les préoccupations d'après Octobre. Que s'est-il passé avec le niveau de vie?

Même avant Octobre, le niveau de vie général de la population laborieuse s'était élevé par rapport à l'avant-guerre. Ceci se dégage des réponses que m'ont faites tous les interlocuteurs. Avant guerre, la mendicité était très répandue. Je n'ai pas vu un seul mendiant à Varsovie. La misère était profonde et visible. Autant qu'on puisse se rendre compte dans les rues et en entrant dans quelques foyers, il n'existe pas de misère très apparente: ni haillon, ni autre signe de cette espèce. Avant-guerre, une grande partie de la population paysanne allait nu-pieds, ceci a disparu. Il y avait dans la seule ville de Lwow 15.000 prostituées déclarées — on estime qu'il n'y en a plus que 6.000 dans toute la Pologne.

Si pour certaines corporations qualifiées, le salaire est moindre qu'avant-guerre: ingénieurs, métallos, cheminots — ceci particulièrement dans les pays ex-allemands — pour l'ensemble de la population laborieuse il est plus élevé. Des centaines de milliers de paysans sont devenus ouvriers. Pour eux le niveau de vie s'est élevé, surtout comme cela se produit encore souvent s'ils ont conservé un lopin de terre. Parmi les ouvriers, 6 % gagnent aujourd'hui 500 zloté, soit 30 ou 35 d'avant-guerre et avant-guerre 12 % en gagnaient 25.

Les biens et services, disons culturels, sont proportionnellement bien meilleur marché aujourd'hui: livres, enseignement, transports, électricité, téléphone, etc...

Il faut croire que d'autres facteurs intervenaient en dehors de cette comparaison avec la mendicité et le haillon d'avant-guerre, puisque la revendication pour une élévation du niveau de vie obligea le gouvernement stalinien à le relever de 1954 à 1956 jusqu'à environ son échelon de 1950 (il s'était effectivement abaissé d'environ 10 % au début du plan sexennal). D'après l'annuaire des statistiques pour 1955, les salaires se répartissaient ainsi:

Gagnant moins de 1.000 zl.	44 %
Gagnant moins de 1.500 zl.	75 %
Gagnant plus de 3.000 zl.	1,1 %

Le salaire moyen s'établit à environ 1.200-1.300 zl., c'est-à-dire très approximativement l'équivalent d'un salaire de 15 à 20.000 fr. par mois.

La revendication d'une élévation des salaires accompagna tous les événements d'octobre et ceux des mois de préparation.

Dès octobre, il y eut une augmentation (je ne sais si on peut dire tout à fait générale) des salaires. Un métallo de Zeran gagne maintenant 1.870 zl. (25.000 francs), les mineurs 2.000 zl. et le travail du dimanche est supprimé.

De plus, le gouvernement a pris une série de mesures destinées à améliorer deux aspects graves des conditions de vie matérielle: le logement, le ravitaillement alimentaire.

Ce sont deux questions qui sont liées, non seulement à l'orientation économique sur laquelle nous reviendrons, mais aussi aux modifications démographiques. La population s'accroît de 19 pour mille environ (800.000 naissances, 300.000 décès) par an. De plus la partie urbaine s'est accrue considérablement du fait du développement de l'industrie et de l'exode des campagnes. Il y avait avant-guerre 800.000 ouvriers de la moyenne et grande industrie et 2.000.000 relevant de l'artisanat. Il y en a maintenant 6 millions et 200 ou 300.000. D'où la nécessité de fournir plus de produits alimentaires de la campagne vers les villes et d'agrandir ces dernières.

Dans ces deux domaines, Gomulka hérite d'un passé pesant.

Dans l'agriculture, le gouvernement stalinien — comme en toute chose — copia servilement Staline: collectivisation rapide et à très grande échelle. Ceci sans tenir compte ni de l'opinion des paysans, ni de la capacité de l'industrie à fournir l'outillage mécanique nécessaire aux grandes exploitations et les moyens culturels nécessaires au nouveau village. De plus, les fermes et les paysans devaient fournir à l'Etat des livraisons obligatoires sans rapport avec les prix du marché. Ajoutons le système bureaucratique sévissant là comme partout: « *Il y avait beaucoup d'agronomes dans les bureaux et peu dans les champs* ».

Le manque d'intérêt matériel et culturel, le manque de moyens de travail approprié amena un désintéressement du paysan pour son travail, un rendement très bas, un exode vers la ville et la stagnation ou presque de la production agricole (il n'y a que l'élevage qui se soit développé). Au début du plan sexennal, le gouvernement avait annoncé que la production agricole s'élèverait de 50 %.

Le nouveau gouvernement prit des mesures ou entérina celles prises par les paysans: 80 % des fermes collectives se sont dissoutes. Il a été décidé un accroissement des crédits pour l'agriculture, la production de machines, d'engrais, etc... Depuis janvier, les produits laitiers sont « libres », on étudie la libération des produits des fermes de moins de 2 hectares. Les prix payés par l'Etat ont été rapprochés de ceux du marché.

De plus, 1 million de tonnes de céréales sont achetées à l'extérieur, car paradoxalement, le système stalinien aboutit à y contraindre un pays traditionnellement exportateur!

Mais toutes ces mesures ne peuvent, dans le domaine agricole moins que partout, avoir de résultats éclatants dans l'immédiat. Elles peuvent même parfois ajouter des difficultés nouvelles, quoique transitoires, par exemple le gros outillage des fermes collectives dissoutes ne peut naturellement pas être partagé entre les paysans.

L'ensemble de ces mesures a fait reculer les dangers de disette, mais ne peut amener de profondes modifications immédiatement.

Le deuxième grave problème, celui du logement, lui non plus n'est pas facile à résoudre du jour au lendemain.

(A suivre.)